



CARTE BLANCHE – OPEN BRIEF

www.lepatrimoinecanousregarde.be

Page facebook : [Le patrimoine, ça nous regarde](#)

Contact : bxlcanousregarde@gmail.com info@lepatrimoinecanousregarde.be

(NL onderaan)

Supprimer l'avis conforme de la Commission Royale des Monuments et des Sites : un feu vert à la bruxellisation 2.0

Le nouveau Gouvernement bruxellois a annoncé, dans sa Déclaration de Politique Régionale (DPR), son intention de supprimer l'avis conforme de la Commission Royale des Monuments et des Sites (CRMS). Si elle devait être confirmée, cette décision constituerait un recul historique pour la protection du patrimoine bruxellois et un signal préoccupant dans une ville soumise à une forte pression immobilière.

Nous rejoignons aujourd'hui les milliers de citoyens qui se sont déjà mobilisés par le passé, pour défendre l'intégrité de la CRMS, instance d'avis pluridisciplinaire et indépendante, composée d'experts reconnus en architecture, patrimoine, urbanisme, paysage ou rénovation durable du bâti ancien, désignés par le Gouvernement, majoritairement sur proposition du Parlement. Son rôle est clair : veiller, dans l'intérêt général, à la conservation du patrimoine et à la protection des biens classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde.

Ce débat n'est pas nouveau. En 2017, une réforme du CoBAT prévoyait déjà la suppression de l'avis conforme de la CRMS. La campagne « *Le patrimoine, ça nous regarde* » avait alors rassemblé plus de 5 600 signatures, suscité une large attention médiatique et bénéficié d'un soutien politique et associatif transversal. Cette mobilisation collective avait permis de préserver l'avis conforme.

Neuf ans plus tard, la même menace ressurgit — et cette fois, inscrite noir sur blanc dans la DPR.

Pourquoi l'avis conforme est indispensable ?

La CRMS dispose d'un avis conforme, c'est-à-dire contraignant, qu'elle rend uniquement sur les demandes de travaux aux biens protégés. Cet outil a été créé précisément pour lutter contre la bruxellisation, l'antithèse d'une politique urbaine raisonnée, marquée par des démolitions irréversibles et atteintes graves au tissu urbain. Grâce à cet avis, la Commission peut imposer des conditions strictes aux projets menaçant un bien protégé, ou s'y opposer lorsque les atteintes seraient irréversibles. Sans cet outil, des lieux emblématiques tels que le Bois de la Cambre, le Palais des Beaux-Arts, la Place Royale, le Sablon ou encore Tour & Taxis auraient pu être profondément défigurés ou détruits.

L'avis conforme n'est pas un luxe bureaucratique : c'est un garde-fou démocratique. Il garantit que l'expertise indépendante prime sur les intérêts particuliers lorsque le patrimoine commun est en jeu.

Un contexte où la pression n'a jamais été aussi forte

Le contexte actuel rend ce garde-fou plus nécessaire que jamais. La pression du marché immobilier atteint un niveau inédit : la démolition-reconstruction est souvent plus rentable que la rénovation, les dérogations urbanistiques augmentent les surfaces vendables et le déficit de logements abordables rend chaque opération plus lucrative. Dans ce climat, l'avis conforme est essentiel : il oblige les demandeurs, privés ou publics, à intégrer en amont les exigences patrimoniales et à modérer leurs ambitions. Le supprimer reviendrait à ouvrir la voie à toutes les dérives.

Le Gouvernement annonce sa volonté d'accélérer les procédures d'urbanisme et de « déverrouiller le marché immobilier ». Si l'objectif de simplification administrative est appréciable, il ne peut se faire au détriment de la préservation du patrimoine. Aujourd'hui, les délais de remise des avis de la CRMS sont déjà intégrés dans la procédure d'instruction des permis et, à défaut de réponse dans les temps, l'avis est réputé favorable. Par ailleurs, les biens protégés ne représentent que 2 à 3 % du bâti bruxellois : leur protection ne constitue en rien un obstacle structurel à l'activité économique.

Un recul démocratique et un risque de dérégulation

Confier la protection du patrimoine à une administration, aussi compétente soit-elle, mais placée sous la tutelle directe du Gouvernement, revient à affaiblir la distinction entre expertise indépendante et décision politique. Le

Conseil d'État lui-même a qualifié la suppression de l'avis conforme de « recul sensible de la protection patrimoniale »¹. Cette mesure s'inscrit dans une tendance plus large de dérégulation de l'urbanisme bruxellois, au détriment de la transparence et de la participation citoyenne.

Le patrimoine architectural, un atout économique structurel

Dans une ville où l'activité industrielle a été presque intégralement remplacée par les services, le secteur du tourisme – notamment culturel – est devenu une source de revenus et de dynamisme. Le patrimoine immobilier y joue un rôle essentiel au niveau international et local, par l'attractivité qu'il exerce, par les visites organisées de bâtiments ouverts au public, par la présence d'icônes urbaines, qui génèrent à leur tour la vitalité du secteur Horeca, créant emploi et initiatives du secteur privé. Mettre à nouveau à mal cet atout après 45 ans d'efforts de préservation, c'est prendre la proie pour l'ombre.

Il n'est pas trop tard pour agir !

Nous appelons le Gouvernement bruxellois à renoncer à la suppression de l'avis conforme, à préserver le caractère de Bruxelles et l'indépendance de la CRMS. Nous appelons les député.e.s à refuser ce recul, comme ils l'avaient fait en 2017, dans un esprit de responsabilité et au-delà des clivages partisans.

Protéger le patrimoine, ce n'est pas figer la ville : c'est garantir que son évolution reste respectueuse, durable et démocratique! Bruxelles mérite mieux que la bruxellisation 2.0.

Le patrimoine, ça nous regarde — aujourd'hui plus que jamais.

Associations/Comités/Fondation signataires :

Architecture Curating Practice; Association de Comités de Quartier Ucclois (ACQU) ; Association du Patrimoine Artistique ; Association Professionnelle des Conservateurs-Restaurateurs d'Œuvres d'Art (APROA-BRK); Association du Quartier Léopold (AQL) ; Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU) ; BRAL ; Brussels Art Deco Society ; BruxellesFabriques - Brusselfabriek ; CCN Vogelzang CBN ; Cercle d'Histoire, d'Archéologie et de Folklore d'Uccle et Environs ; Cercle d'Histoire Locale de Watermael-Boitsfort (HISCIWAB) ; Comité Parvis Uccle Centre ; Comité de Quartier Notre-Dame-aux-Neiges – Bruxelles-Ville ; Comité du quartier européen de la Ville de Bruxelles (GAQ) ; Comité du Quartier Meunier ; Demeures Historiques et Jardins de Belgique ; DOCOMOMO Belgium ; Etats Généraux de l'Eau à Bruxelles (EGEB) ; European Historic Houses ; Europa Nostra Belgium ; Explore.Brussels ; Fondation Périer-D'Ieteren ; Fondation pour l'Environnement urbain ; Galerie Bortier – Le Passage des Libraires ; Inter-Environnement Bruxelles (IEB) ; ICOMOS Belgique ; La Fonderie ; Les Amis de l'Unesco (Natrimoine) ; Modernista ; POWER4trees ; Quartier des Arts – Kunst Wijk ; Ruimteveldwerk ; Save Our Elevators ; TuiniersForum des Jardiniers.

Lien pétition :

<https://www.change.org/p/défendons-le-patrimoine-bruxellois-beschermt-het-brussels-erfgoed>



CARTE BLANCHE – OPEN BRIEF

www.lepatrimoinecanousregarde.be

Page facebook : [Le patrimoine, ça nous regarde](#)

Contact : bxlcanousregarde@gmail.com info@lepatrimoinecanousregarde.be

Afschaffing van het eensluidend advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen: groen licht aan verbrusseling 2.0 ?

De nieuwe Brusselse regering heeft in haar Algemene Gewestelijke Beleidsverklaring (AGB) aangekondigd dat zij het eensluidend advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen (KCML) wil afschaffen. Als deze ambitie gerealiseerd wordt, betekent dit niet alleen een historische stap achteruit voor de bescherming van het Brusselse erfgoed, maar ook een verontrustend signaal in een stad die al onder zware druk van de vastgoedsector staat.

Vandaag sluiten we ons aan bij duizenden burgers die in het verleden de handen in elkaar sloegen om de integriteit van de KCML te verdedigen. Deze multidisciplinaire adviesinstantie bestaat uit erkende deskundigen op het gebied van architectuur, erfgoed, stedenbouw en renovatie van oude gebouwen en wordt benoemd door de regering en het parlement. Ze heeft ook een duidelijk taak en rol: in het algemeen belang toezien op de bescherming van geklasseerde of op de beschermingslijst opgenomen goederen.

Dit debat is niet nieuw. In 2017 voorzag een hervorming van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening (BWRO) al in de afschaffing van het bindend advies van de KCML. Geconfronteerd met deze dreiging had de campagne "Le patrimoine, ça nous regarde" (Erfgoed gaat ons allemaal aan) toen meer dan 5.000 handtekeningen verzameld, veel media-aandacht gekregen en brede politieke en maatschappelijke steun gekregen. Dankzij deze collectieve mobilisatie kon het bindend advies worden behouden.

Negen jaar later duikt dezelfde dreiging weer op, maar dit keer zwart op wit.

Waarom is een eensluidend advies onontbeerlijk?

De KCML beschikt over een eensluidend, m.a.w. bindend, advies, dat uitsluitend wordt uitgebracht bij vergunningsaanvragen voor werkzaamheden aan beschermde goederen. Dit instrument werd speciaal ingevoerd om de verbrusseling tegen te gaan, het tegenovergestelde van een doordacht stedenbouwkundig beleid, gekenmerkt door onomkeerbare sloop en zware aantasting van het stedelijk weefsel.

Dankzij dit advies kan de Commissie strikte voorwaarden opleggen aan projecten die beschermd erfgoed bedreigen, of zich ertegen verzetten wanneer de schade onherstelbaar zou zijn. Zonder dit instrument konden emblematische plaatsen zoals het Ter Kamerenbos, het Paleis voor Schone Kunsten, het Koningsplein, de Zavel of Tour & Taxis gevrijwaard worden van ernstige beschadiging of volledige sloop.

Het eensluidend advies is geen bureaucratische luxe: het is een democratische stok achter de deur. Het garandeert dat onafhankelijke expertise voorrang krijgt op particuliere belangen wanneer het gemeenschappelijk erfgoed op het spel staat.

Een context van ongeziene vastgoeddruk

Vandaag is deze stok achter de deur meer dan ooit noodzakelijk. De druk op de vastgoedmarkt bereikt een ongekend niveau: sloop en heropbouw zijn vaak winstgevender dan renovatie, stedenbouwkundige afwijkingen vergroten de verkoopbare oppervlakte, en het betaalbaar woningtekort maakt elke actie

lucratiever.

In dat klimaat is het eensluidend advies essentieel. Het verplicht projectontwikkelaars om van bij de start rekening te houden met erfgoedvereisten en hun ambities bij te sturen. Het afschaffen ervan zou de deur openzetten voor allerlei misbruiken. De regering kondigt aan dat zij de stedenbouwkundige procedures wil versnellen en "de vastgoedmarkt wil deblokkeren". Administratieve vereenvoudiging kan zinvol zijn, maar mag nooit ten koste gaan van het erfgoed. De adviestermijnen van de KCML zijn vandaag al geïntegreerd in de vergunningsprocedure; bij laattijdig advies geldt het automatisch als gunstig. Bovendien vertegenwoordigen beschermde goederen slechts 2 à 3% van het Brusselse gebouwenbestand. Hun bescherming vormt dus geenszins een structurele hinderpaal voor economische activiteit.

Een democratische achteruitgang en een risico op deregulering

De bescherming van het erfgoed toevertrouwen aan een administratie die rechtstreeks onder toezicht staat van de regering, hoe deskundig ook, verzwakt het onderscheid tussen onafhankelijke expertise en politieke besluitvorming.

De Raad van State noemde de afschaffing van het eensluidend advies zelf een "aanzienlijke achteruitgang van de bescherming van het erfgoed".

Deze maatregel past bovendien in een bredere tendens van deregulering binnen de Brusselse stedenbouw, ten koste van transparantie en burgerparticipatie.

Architecturaal erfgoed, een structurele economische troef

In een stad waar haar vroegere industriële activiteit bijna volledig ingenomen is door een diensteneconomie, is toerisme – en in het bijzonder cultureel toerisme – een belangrijke bron van inkomsten en dynamiek geworden. Het bouwkundig erfgoed speelt hierin een cruciale rol, zowel internationaal als lokaal. Het verhoogt de aantrekkingskracht van de stad, maakt open-dagen en georganiseerde bezoeken mogelijk, en creëert stedelijke iconen, die op hun beurt de horeca stimuleren en werkgelegenheid en initiatieven in de privésector creëren.

Na 45 jaar hard werk om ons erfgoed te vrijwaren, zou het bijzonder kortzichtig zijn om deze troef te ondergraven, en wordt het kind met het badwater weggegooid.

Het is nog niet te laat voor actie!

Wij roepen de Brusselse regering op om af te zien van de afschaffing van het eensluidend advies en het karakter van Brussel én de onafhankelijkheid van de KCML te behouden.

Wij roepen de volksvertegenwoordigers op om deze achteruitgang te verwerpen, zoals zij dat in 2017 hebben gedaan, in een geest van verantwoordelijkheid, over partijpolitieke grenzen heen.

Erfgoed beschermen betekent niet de stad stilleggen. Het betekent ervoor zorgen dat haar ontwikkeling respectvol, duurzaam en democratisch verloopt!

Brussel verdient beter dan de verbrusseling 2.0.

Ondertekenaars

Architecture Curating Practice ; Association de Comités de Quartier Ucclois (ACQU) ; Association du Patrimoine Artistique ; Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU) ; Beroepsvereniging voor Conservators-Restaurateurs van Kunstvoorwerpen (APROA-BRK) ; BRAL ; Brusselfabriek ; Brussels Art Deco Society ; CCN Vogelzang CBN ; Cercle d'Histoire, d'Archéologie et de Folklore d'Uccle et Environs ; Cercle d'Histoire Locale de Watermael-Boitsfort (HISCIWAB) ; Comité Parvis Uccle Centre ; Comité du quartier européen de la Ville de Bruxelles (GAQ) ; Comité du Quartier Meunier ; De Staten Generaal van het Water in Brussel (SGWB) ; DOCOMOMO Belgium ; European Historic Houses ; Europa Nostra Belgium ; Explore.Brussels ; Fondation Périer-D'Ieteren ; Fondation pour l'Environnement urbain ; Galerie Bortier – Le Passage des Libraires ; Historische Woonsteden en Tuinen van België ; ICOMOS België ; Inter-Environnement Bruxelles (IEB) ; La Fonderie ; Les Amis de l'Unesco (Natrimoine) ; Modernista ; POWER4trees ; Quartier des Arts – Kunstwijk ;

Ruimteveldwerk ; Save ; Our Elevators ; TuiniersForum des Jardiniers ; Vereniging Leopoldswijk ; Wijkcomité Onze-Lieve-Vrouw-ter-Sneeuw van de Stad Brussel

Petitie :

<https://www.change.org/p/défendons-le-patrimoine-bruxellois-bescherme-het-brussels-erfgoed>

¹ Conseil d'État, Section de législation, avis n° 61.121/4 du 19 avril 2017 sur un avant-projet d'ordonnance modifiant le CoBAT.